

G. Conclusions

Le tout premier Rapport sur le commerce mondial, publié en 2003, portait sur le commerce et le développement. Examinant le lien économique entre ces deux domaines, les auteurs cherchaient à savoir comment le Cycle de Doha – lancé à peine deux ans plus tôt – pouvait stimuler le développement.

Dix ans plus tard, le Rapport sur le commerce mondial revient sur cette question en examinant quatre tendances récentes qui influent sur l'interaction entre le commerce et le développement. De nombreux pays en développement, en particulier ceux du G-20, ont connu une croissance sans précédent. Les chaînes d'approvisionnement mondiales donnent une nouvelle dimension au partage international de la production, dans lequel le commerce et l'investissement entre pays en développement jouent un rôle grandissant. Les prix des produits agricoles et des ressources naturelles ont fortement augmenté, ce qui offre de nouvelles possibilités de croissance à de nombreux pays en développement. Les chocs macroéconomiques ont désormais des répercussions mondiales, exigeant une action internationale concertée.

Le Rapport montre que l'intégration dans l'économie mondiale est allée de pair avec la réussite économique de nombreux pays en développement. Cela n'aurait pas été possible si ces pays n'avaient pas procédé à une ouverture commerciale qui leur a permis de tirer parti des possibilités offertes par les marchés mondiaux. Dans le même temps, la croissance du marché intérieur de ces pays en développement est une opportunité pour ceux qui ont encore du retard. L'OMC a joué un rôle important dans ce processus en instaurant un environnement commercial fondé sur des règles clairement définies, tout en permettant aux pays en développement de bénéficier de flexibilités pour les appliquer, les Membres n'ayant pas tous les mêmes capacités pour mettre en œuvre leurs obligations.

Le Rapport montre comment les chaînes de valeur mondiales peuvent faciliter l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale, en leur permettant de se spécialiser dans certaines tâches au lieu d'avoir à passer par toutes les étapes d'une chaîne de valeur. Les chaînes de valeur mondiales se développent depuis les années 1970, mais leur expansion au cours des dernières années nous permet de mieux comprendre leur impact sur le développement. Les données sur les effets des chaînes de valeur sont encore rares, mais celles dont on dispose montrent qu'elles ont modifié la direction des échanges, le commerce entre pays développés

(Nord-Nord) cédant du terrain par rapport au commerce entre pays développés et pays en développement (Nord-Sud) et au commerce entre pays en développement (Sud-Sud). Le secteur des services est le ciment des chaînes de valeur mondiales. C'est une composante du commerce beaucoup plus importante (en valeur ajoutée) qu'on ne le pensait naguère et, grâce aux services, les pays en développement auraient de larges possibilités de participer aux chaînes de valeur, notamment s'ils n'ont pas l'infrastructure physique nécessaire pour développer le commerce des marchandises.

Cependant, de nombreux pays à faible revenu, en particulier les PMA, n'ont pas été en mesure de se connecter aux chaînes de valeur mondiales de manière significative. Et même après l'intégration dans les chaînes de valeur, les avantages ne sont pas automatiques. Cela tient, entre autres, au fait que les pays en développement entrent dans les chaînes de valeur au niveau des tâches peu qualifiées, où le captage de valeur est faible par rapport aux activités qui sont du ressort des entreprises dominantes. Pour de nombreux pays en développement, la montée en gamme reste un défi.

Bien que les droits de douanes appliqués par les pays continuent à baisser, il subsiste de nombreux obstacles à la participation des pays en développement aux chaînes de valeur mondiales. Ces obstacles sont notamment le manque de qualifications appropriées, l'insuffisance des infrastructures, le coût élevé du respect des règlements techniques et des normes et le niveau élevé de la protection pour les produits qui intéressent les pays en développement. Le Rapport souligne l'importance de l'Accord sur la facilitation des échanges qui a été conclu à la Conférence ministérielle de l'OMC à Bali, à la fin de 2013. Conçu pour simplifier les procédures à la frontière, pour accroître la transparence et pour réduire les coûts de transaction et les formalités administratives, l'Accord, quand il sera mis en œuvre, augmentera l'efficacité des chaînes de valeur.

La hausse des prix des produits primaires est une autre tendance identifiée dans le Rapport. Une section du Rapport sur le commerce mondial 2003 traitait de la baisse des prix des produits de base et le Rapport soulignait que les pays devaient sortir de ces secteurs pour assurer un développement plus durable. Cette « nécessité » n'est plus évidente même si les pays ont toujours intérêt à réduire les risques en diversifiant leur économie. Au cours de la dernière décennie, certaines économies ont dû leur croissance à l'augmentation des recettes tirées des

exportations de produits alimentaires et de ressources naturelles. Le risque d'une baisse importante des prix semble faible à l'heure actuelle, étant donné la forte demande de produits de base dans nombre de grandes économies en développement. Les chaînes de valeur mondiales ont contribué au développement de nombreux pays, y compris les chaînes d'approvisionnement agricoles. Cependant, les prix élevés des produits alimentaires menacent la sécurité alimentaire des pays importateurs nets de produits alimentaires. Les Accords de l'OMC prévoient des mécanismes qui permettent d'atténuer ce problème et les Membres sont en train de négocier des flexibilités, comme celles qui sont prévues dans la décision de Bali sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire.

L'interdépendance des économies développées et des économies en développement a été illustrée de façon très claire par la crise de 2008-2009. Dans la réponse à cette crise, l'esprit de coopération multilatérale l'a emporté ce qui a limité le nombre des mesures restrictives pour le commerce. Le système de l'OMC fondé sur des règles, et son suivi des politiques des Membres ont joué un rôle crucial en permettant de contrôler les réactions protectionnistes. Les données montrent que les pays qui ont adopté des mesures plus restrictives ne se sont pas rétablis plus vite et que la coopération internationale a relativement bien fonctionné et a permis de faire en sorte que les marchés restent ouverts et que les capitaux aillent vers les économies les plus touchées. Néanmoins, la crise a éclaté à un moment où les gouvernements de nombreux pays disposaient de moyens budgétaires suffisants pour adopter des mesures de relance économique énergiques. Il se peut que, dans d'autres circonstances, les résultats aient été différents.

En somme, le Rapport montre que le commerce et l'OMC ont grandement contribué au développement économique sans précédent qui s'est produit au cours de la dernière décennie. Le commerce a permis à de nombreux pays en développement de profiter des possibilités créées par l'émergence de nouveaux marchés, de s'intégrer à moindre coût au marché mondial grâce aux chaînes de

valeur mondiales et de tirer parti de la hausse des prix mondiaux des produits de base. L'OMC a joué un rôle clé en garantissant la certitude des engagements pris par ses Membres, créant ainsi un environnement prévisible, favorable à l'activité économique. Elle a en outre ménagé des flexibilités aux pays en développement pour répondre à leurs besoins économiques spécifiques et elle a aidé à contenir le protectionnisme face à la crise économique la plus grave depuis 70 ans, ce qui a permis de préserver les gains économiques réalisés par les pays en développement pendant la dernière décennie.

Néanmoins, pour de nombreuses économies en développement, le chemin est encore long. Les pays les moins avancés ont un revenu par habitant qui représente à peine 4% du revenu moyen des pays développés. Le Rapport sur le commerce mondial de cette année montre clairement qu'un système commercial multilatéral ouvert, non discriminatoire et fondé sur des règles est nécessaire pour faire en sorte que le commerce contribue plus efficacement au développement. Les décisions adoptées à la Conférence ministérielle de Bali représentent une importante contribution de l'OMC au maintien de la dynamique des pays en développement. Mais elles ne sont qu'une première étape dans l'actualisation du système commercial. L'OMC doit continuer à actualiser les règles et à en élaborer de nouvelles pour répondre aux tendances récentes, tout en ménageant les flexibilités nécessaires pour que les pays respectent les règles et les disciplines.

Dans l'avenir, le commerce et le système commercial multilatéral ont un rôle essentiel à jouer pour aider à relever les défis du développement dans le monde d'après 2015. Les quatre tendances de la dernière décennie et l'histoire du développement montrent que le commerce est l'un des principaux moteurs du développement. Il a joué un rôle central en aidant des millions de personnes à sortir de la pauvreté au cours des dernières années et il a permis d'atteindre bon nombre des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) fixés par l'ONU. L'OMC et ses règles devraient être considérées comme des composantes à part entière de l'environnement nécessaire à la réalisation d'un programme de développement pour l'après-2015.